



Pumpnickel

Édito

POURSUIVANT SON petit bonhomme de chemin, cette feuille accumule les années, pour, petit à petit, s'inscrire dans le paysage local. S'il est parfois difficile de la faire vivre, c'est d'abord aux lecteurs qu'en revient tout le mérite. Que se passerait-il si le "petit journal bleu" n'était ni attendu, ni lu, ni critiqué, ni photocopié, ni redouté ?

Conjuguant contributions écrites et entretiens avec les uns et (surtout avec) les autres, recherchant d'abord à offrir qualité et réflexion à des lecteurs intelligents et exigeants, *Pumpnickel* ouvre cet espace de discussion dont nous avons tous besoin. Alors que des petits chefs d'orchestre prétendent interpréter la partition démocratique en mode mineur, voire minable, c'est bien en occupant la place publique que nous rendrons la musique plus harmonieuse.

Les manifestations de sympathie ne se démentent pas ; en témoigne l'ampleur inattendue des dons qui assurent l'équilibre des comptes (voir ci-contre).

Et comme les convictions restent intactes et que la motivation est alimentée par une actualité toujours dé-/encourageante, laissez-moi prendre rendez-vous pour ...septembre '98, pour un prochain anniversaire.

En attendant, bonne lecture et bonne rentrée.

Antoine Michon

P.S. : N'hésitez pas à faire part de vos souhaits, regrets, inquiétudes, espoirs, ...

Les barbares

COMMENT qualifier les agissements de ces criminels qui mettent l'Algérie à feu et surtout à sang depuis 1991 ? Déguisés en patriotes de la foi, ils prétendent, par la terreur, imposer à tout un pays une société fermée, obscure et rétrograde. Comment justifier l'assassinat de vieillards, l'éventration des femmes enceintes, ou les massacres de villages entiers ? Et on allait ajouter, le silence de l'Occident qui s'accommode de ce drame avec la

même délectation qu'il a supporté les comportements des bandits pan-serbes de Bosnie.

Les hasards de l'actualité aidant, les décès successifs de Diana et de mère Teresa auront suffi à occulter les massacres perpétrés dans le triangle de l'inhumanité.

En accueillant les victimes, en faisant pression sur les gouvernants, algériens et français, nous pourrions manifester la plus élémentaire et indispensable des solidarités.

Pumpnickel

Au train où vont les choses

DEPUIS son arrivée dans le paysage idyllique d'une "petite Venise" sur la Lauter, on a pu entendre les commentaires aller bon train. Certains donnaient du "promène-couillons" sans égard pour les chastes oreilles de mon directeur de publication, d'autres employaient un plus poétique mais néanmoins redoutable "Tchouk - tchouk Touristen".

Pour faire taire les mauvaises langues, le "forfait à Otfriedland" a gonflé le prix de la balade –mais aussi son intérêt culturel– de manière exponentielle. Désormais, le produit touristique s'agrément d'un cocktail politiquement correct, d'une virée à la réserve d'autochtones de

Cléebourg et offre au chaland le souvenir piquant d'une échappée exotique en ...Allemagne.

Pourtant, et sans vouloir boudier le plaisir de quelques mômes à l'appréciation esthétique peu aguerrie, je me permets d'émettre un doute. Cette opération de rentabilité patrimoniale au ras des bacs à fleurs ne risque-t-elle pas d'emprunter le mauvais rail de la parano identitaire ?

Wissembourg, ses colombages, son abbatale, ses échos de bruits de bottes au fond des urnes... J'aimerais être sûr que personne, vraiment, ne rêve de wagons plombés pour tout ce qui dépasserait ce cadre.

Rica Usbek

Ne manquez pas *Pumpnickel* de décembre (N°10) : vous saurez tout sur les dessous de Wissembourg

sommaire

édito	p. 1	catastrophe	p. 4
au train où...	p. 1	bicyclette-spectacle	p. 4
les barbares	p. 1	tribune libre	p. 5
chez les ordures	p. 2	frigo	p. 5
bruits	p. 3	Center-parcs	p. 5
vocabulaire	p. 3	point de vue	p. 6
problème	p. 3	distinction	p. 6
3 sous	p. 4	errata	p. 6

"PUMPERNICKEL" NE VIT QUE VOS DONDS.
MERCIE DE LUI EN FAIRE PARVENIR AU
26, RUE DES ROSEAUX ALTENSTADT 67160 WISSEMBOURG

Les articles publiés dans "*Pumpnickel*" peuvent être reproduits sous réserve de mention de provenance

Les comptes de *Pumpnickel*

dépenses :		recettes :	
septembre	: 814,-	septembre	: 900,-
décembre	: 800,-	décembre	: 662,-
mars	: 814,-	mars	: 750,-
avril (spécial)	: 543,-	avril (spécial)	: 300,-
juin	: 543,-	juin	: 933,-
total :	3514,-	total :	3545,-

"*Pumpnickel*" directeur de publication : Antoine Michon
dépôt légal : à parution ; n° ISSN : 1271-6332
reprographié à 750 exemplaires par
"ECLAIR REPRODUCTION"
11 rue St Gothard 67000 STRASBOURG
Tél.: 0388 362 262 Fax : 0388 370 369

Portes ouvertes chez les ordures ...

Avant-dernier week-end de juin, à Wintzenbach, le CET (centre d'enfouissement technique) du SICTOM d'Alsace du Nord accueillait le public pour montrer à quelle sauce il accommode les déchets que lui envoient les 80 000 habitants de son secteur d'intervention. Pour l'occasion, les "institutionnels" étaient là, de même que les entreprises intermédiaires avec lesquelles des contrats ont été passés concernant le tri sélectif en particulier.

À terme, 5000 t de déchets ultimes...

Ancienne décharge promue CET, le site de Wintzenbach a collecté cette année environ 26 000 tonnes d'ordures ménagères. Pour ¼ env., il s'agit de déchets dégradables (qui devraient être compostés sur le lieu-même de leur production) ; les responsables pensent pouvoir "valoriser" les ¾ des 20000 tonnes restant, en les brûlant (à Schweighouse, si les problèmes techniques y sont un jour réglés, ou à Strasbourg), ou en les intégrant aux filières de recyclage après tri. Dans ces conditions "idéales", avec un tonnage de déchets ultimes de 5 à 10 000 tonnes/an, Wintzenbach en aurait pour encore 10 à 20 ans avant que d'autres solutions soient à envisager.

Une réussite technique ?

Sur le plan technique, tout va pour le mieux : eaux de ruissellement collectées et analysées, déchets contrôlés, au moins par le personnel du SICTOM, tonnages scrupuleusement notés, etc. La mise en place généralisée de la "poubelle bleue" sur le modèle de l'expérimentation wissembourgeoise permettra de donner aux ordures la meilleure destination. Plastiques, métaux, papiers & cartons, briques d'emballages seront ainsi emmenés dans les différents centres de réutilisation / reconditionnement / réparation / destruction aux quatre coins de la France.

Dans le même temps, des actions de sensibilisation auprès des particuliers (*jetez intelligent, braves gens*) et l'ouverture de déchetteries semblent combler les vœux des responsables. Sur les déchetteries, si l'idée est séduisante, il faut se demander s'il est bien raisonnable de déplacer des dizaines de voitures qui acheminent chacune de petites quantités de déchets. Un bilan simple intégrant le coût de revient kilométrique, prohibitif pour les petites distances, suffit à reléguer ce type d'initiative au rang des accessoires trop coûteux pour être envisagé sur le long terme.

Mais globalement, si l'on fait abstraction de problèmes liés en plus au rejet de méthane, gaz à effet de serre qui pourrait être comprimé et servir de combustible, tout irait bien.

Une autre approche du problème !

Tout irait surtout mieux si le volume général consentait à ne pas trop augmenter. Car c'est le plus gros problème à résoudre. Il faut se rappeler cette phrase du prédécesseur du président actuel du SICTOM, alors que le conseil municipal de Wissembourg venait de décider de recourir aux "conteneurs hermétiques" (ce sont les poubelles marrons actuelles, ndlr) : "*dans l'état actuel des choses, Wintzenbach est encore opérationnelle pour au moins dix ans*". Nous étions en 1985. Cinq ans plus tard, cette vision favorable de l'avenir étant démentie, il fallut envisager l'extension de la décharge. Actuellement, le volume et le tonnage ne cessent d'augmenter, en restant dans la moyenne nationale, 350 kg/personne/an. Seule une réduction de la production de déchets chez les particuliers peut nous sortir de l'impasse. Ce n'est que de cette façon que les choses pourront un jour s'arranger. Quand la baignoire déborde, l'intelligence commande de fermer le robinet, et non pas d'éponger le carrelage alentour.

Comment s'y prendre ?

D'abord en éduquant. Pour l'anecdote, il faut signaler que lors de cette opération portes ouvertes, les enfants des écoles recevaient un goûter composé d'un minibrigade de jus de fruit (pourquoi pas du jus de fruit dans un verre qui aurait été lavé et réutilisé ?) ainsi qu'une part de gâteau encore en emballage individuel. Bilan de la manœuvre, une boîte, une paille et une feuille de cellophane à la poubelle dont on ne sait quoi faire. Et les enfants n'auront pas appris à regarder les produits qu'ils consomment sous l'éclairage des difficultés liées à leur élimination...

Puis en incitant les usagers à utiliser des poubelles de petite contenance. Plus le contenant est important, plus on est tenté de le remplir. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé en 1985 quand il a été possible d'acheter indifféremment des poubelles 120 ou 240 litres. Un système de modulation de la taxe d'ordure ménagère en fonction du volume du conteneur pourrait suffire à orienter le choix et par conséquent les habitudes des consommateurs / jeteurs.

Acheter mieux pour moins jeter, et collecter moins

Ensuite en menant deux actions de front, l'espacement du ramassage d'une part, et la promotion des articles peu emballés d'autre part. On sait que le suremballage est l'une des principales sources de remplissage des décharges. Le consommateur comprend qu'il est de son intérêt de recourir à la bouteille consignée, au sac d'emballage en papier, aux produits

achetés en vrac, etc. La feuille d'information du SICTOM pourrait ainsi publier le *hit parade* des produits qui sont vraiment respectueux de l'environnement car non-générateurs de nuisances ultérieures. La collecte une fois par semaine, ou 3 fois toutes les deux semaines peut également faire modérer la production de ces ordures qui finissent par nous coûter fort cher.

Composter

Enfin, en généralisant le compostage. Les nouveaux ensembles construits, comme ceux de la rue G^{al} Abel-Douay, doivent offrir systématiquement ce type d'équipement(*). De petits essais ont été tentés par le subventionnement des composteurs individuels, mais les résultats n'ont pas changé significativement les habitudes des consommateurs. Il est temps de passer à la vitesse supérieure.

Avenir inquiétant, héritage déprimant

Au moment où le CET s'apprête à accueillir des déchets amiantés(**), il est urgent que chacun de nous soit associé au plus près à la gestion de cette bombe à retardement. En tout cas, même si tout était merveilleux et résolu comme les guides s'évertuaient parfois maladroitement à l'expliquer, on peut toujours essayer d'imaginer la tête des archéologues du 5^{ème} millénaire quand ils tomberont sur ces amoncellements de sacs plastiques, cuisinières et bidons en tous genres.

Antoine Michon

(*) idem pour les salles dite *m² sociaux*, obligatoires. Mais il se dit que, pour les immeubles en question, la mairie n'y voyait pas d'intérêt. C'est dommage, car cela permet aux habitants de se réunir, aux associations de tenir des permanences, aux jeunes de disposer de petits locaux, etc.

(**) une nouvelle réglementation visant à "stocker" les plaques d'amiante-ciment dans les décharges dites de classes 2 et 3 comme Wintzenbach permettra de résoudre le casse-tête de ce sujet préféré de la mairie de Wissembourg. Depuis la démolition catastrophique de l'ancien LEP, la situation n'a fait que se dégrader. Tant en face de la gendarmerie que pour les établissements Lindner, chacun a pu voir avec quel sérieux on traitait ces plaques dont la casse à ciel ouvert libère des millions de micro-fibres mortelles. Même si comme cela a été si finement commenté, "*il n'y a pas plus d'amiante ici que là*", les principes de prudence et de précaution, on parle aussi d'intelligence, commandent de ne confier les matières dangereuses qu'à ceux qui montrent le minimum de sens de la mesure et des responsabilités.

Bruits, vacarme, barouf et tintamarre

Le bruit : l'ennemi public n°1

Droit au calme

Quelles que soient les circonstances, le bruit arrive en tête des nuisances qui (nous) exaspèrent. C'est la première des plaies dont il faut se débarrasser, avant la pollution atmosphérique ou la congestion urbaine. La législation le concernant a heureusement évolué dans le bon sens : le principe d'antériorité ne peut plus être invoqué, les nouvelles réalisations doivent répondre à des règles qui protègent la santé publique... Car le bruit rend malade (détresse, cholestérol), infirme (surdité), c'est une entrave à la vie sociale (agression, irascibilité), il altère les facultés de concentration et de créativité, etc. L'accepter, c'est laisser le champ libre aux attitudes extrêmes. En bref, le seul bruit acceptable, c'est le silence !

S'organiser contre le bruit

Parmi les associations qui luttent contre cette agression, il faut citer le C.A.B.R. (Centre Anti-bruit du Bas-Rhin). Présidée par Jean-Marie Lorentz, également président de la commission environnement du Conseil Général, le C.A.B.R. a joué un rôle de premier plan lors de la protestation anti-DHL de l'an dernier, il défend les riverains des établissements Hépner à Strasbourg, entre autres. Il est également compétent en matière de protection de l'environnement, ce qui lui permet de mandater ses membres dans les différentes instances départementales et régionales. C'est

dans le cadre de cette action qu'il a adressé à tous les maires du Bas-Rhin un document de quelques pages intitulé "le maire et les bruits du voisinage".

BRUIT = CASSE-TÊTE POUR TOUS

Pour les maires, le bruit est un casse-tête, presque autant que pour les victimes de ce fléau. Bricolage et aboiments, routes et usines, chantiers et discothèques, les sources en sont multiples.

Ce sont les bruits du voisinage car ils nuisent à petite distance, quelques centaines de mètres, de part et d'autre d'une rue ou des rives d'une rivière. La gêne est difficile à quantifier, elle diffère selon les individus, elle est fonction des conditions naturelles de propagation des sons, tous éléments qui ne facilitent pas la tâche de celui qui doit "réprimer les atteintes à la tranquillité [...], les bruits y compris de voisinage".

Pour difficile qu'elle soit, la tâche n'est pas insurmontable, pour peu que l'on veuille s'en acquitter en s'en tenant au principe de **la justice pour tous**. Le dispositif réglementaire existe et chacun doit, s'il est victime d'une atteinte à son droit au calme, en référer au maire pour lui demander de faire appliquer la loi qui s'impose à tous. Une démarche simple qui doit déboucher sur une médiation, préférable dans tous les cas au dépôt de plainte.

Exceptions

Mais tout ne peut être résolu par la mairie. Ainsi, une usine comme il en existe à Wissembourg, située en zone résidentielle, doit-elle respecter d'autres clauses, dictées par son statut d'installation classée. Cette procédure est soumise à enquête publique et engage la responsabilité de l'entreprise qui n'a pas le droit

de faire n'importe quoi (mise en route des machines bruyantes avant 7h du matin, et après 20h par exemple). Encore faut-il qu'elle se mette en conformité avec les règlements, et que les responsables sachent user de leur autorité pour la convaincre de se plier à la loi communale.

Aides et subventions

Isoler phoniquement un appartement ou un atelier de menuiserie industrielle coûte cher (...mais alimente le marché de l'emploi). Il peut être fait appel aux subventions pour une prise en charge des dépenses

engagées. Il existe des dispositifs qui s'adressent tant aux particuliers (insonorisation des logements anciens) qu'aux industriels (mise aux normes des machines bruyantes) permettant jusqu'à 50% de prise en charge. Les services de l'Etat, de la Région ou du Département peuvent donner d'intéressantes indications à qui en fait la demande.

Ne pas se résigner

Tout le monde a intérêt à faire baisser le niveau global de bruit. Et s'il est courant de se plaindre de l'excès de bruit, on n'a jamais entendu quelqu'un protester contre le surcroît de tranquillité !

Antoine Michon

0.0.0., 000000 000 000000000000,
10 00000 000 000000000, 67000 000000000

Vocabulaire !

En parlant de la *Kommandantur* d'un fortin de la ligne Maginot, le rédacteur de la feuille "Dynamiques" du Conseil général est allé un peu vite en besogne. Que l'on sache, dans l'armée française, il n'existe que des *postes de commandement* où servent des officiers dans la tenue de la photo légendée par cet abus de langage. Quant à la *Kommandantur*, ceux qui y ont été convoqués à l'époque y étaient reçus par des uniformes vert de gris avec lesquels, à ce qui se dit, les relations n'étaient pas très amicales, et en tout cas rarement en français (si ce n'est avec un fort accent).

A-t-on voulu pousser jusqu'à l'extrême la "*grenzüberschreitende Freundschaft*" entre les peuples un peu trop façon "Mitteleuropa pour mille ans" en feignant de ne pas trouver les mots qui conviennent ?

Venant après le loupé du guide historico-touristique de l'an dernier qui récrivait l'histoire à la plume révisionniste, espérons que les prochaines livraisons de "Dynamiques" ne nous réservent plus de ces désagréables et vraiment malencontreuses surprises. D'autant que c'est toujours dans le même sens qu'ils semblent se tromper... A la longue, cela fait mauvais genre.

Pumpernickel

problème...

Vous décidez de consacrer 70 milliards de Francs à la production électrique. Que faites-vous ?

...et solutions

■ Construire Superphénix (70 milliards pour une durée de vie de 20 ans), récupération hypothétique de 10 milliards en vendant de l'électricité, création de 700 emplois, il reste un engin dangereux et encombrant.

■ Installation de 2000 MW de photovoltaïque (durée de vie de 30 ans), récupération de 10 milliards d'électricité, création de 10 000 emplois, pas de déchets ni de pollution.

■ Installation de 7500 MW d'éoliennes (durée de vie de 20 ans), récupération de 60 milliards d'électricité, création de 10 000 emplois, pas de déchets ni de pollution, investissement dans les énergies renouvelables, adieu au nucléaire.

Extrait de "À CONTRE COURANT", mars 1997, d'après une idée du président de l'association Phébus, promotion des énergies renouvelables

Vous pouvez soutenir le collectif "les Européens contre Superphénix" dans leur campagne "sortir du nucléaire" en écrivant

9 rue Dumenge, 69004 LYON

Il leur manque toujours dix-neuf sous pour faire un franc...

Cette expression bien française désigne ceux qui sont toujours «sans un», qui n'auraient que le premier des vingt sous du franc. Jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, on avait l'habitude d'utiliser le sou pour parler petit prix, comme on parle encore en «anciens francs». La pièce de cinq francs, la tune, a longtemps valu cent sous, et en Alsace, le «Subrot» désigne ce sympathique pain de cinq centimes encore vendu dans les boulangeries (mais pour presque cent sous maintenant !).

Après la première guerre mondiale, Raymond Poincaré, appelé à la présidence du Conseil en 1926, mit en place une réforme monétaire qui, en même temps qu'elle stabilisa le franc, lui fit perdre quatre-vingts pour cent de sa valeur. Les chansonniers de l'époque n'eurent alors aucun mal à parler du «*franc d'quat'sous*» pour désigner une monnaie qui ne valait plus grand chose.

Le quarteron, quart de cent, signifie la même chose, en désignant un objet de peu de prix.

Vingt sous, un franc, quat'sous, ...

Pour Wissembourg, en y regardant de près, on peut trouver matière à s'interroger et à comparer.

D'abord, les finances municipales qui semblent de plus en plus s'inspirer de la formule d'en-tête...

Puis les affirmations et promesses selon lesquelles vingt exemplaires du recueil «Remparts 96» étaient commandées par le premier des adjoints. En fait il n'en a acheté que quatre, ce qui peut lui valoir le titre non-usurpé pour une fois d'adjoint d'quat'sous ! Consolation, pour les indemnités, ce serait plutôt l'inverse.

Ensuite il y a les vingt centimètres carrés dévolus à l'opposition pour exprimer son point de vue. Certes on franchit les bornes du grotesque, mais le «nombre wissembourgeois» apparaît encore.

Enfin, quel est le nombre qui multiplié deux fois par lui-même donne... 8000, vous avez gagné, c'est vingt. Et où trouve-t-on cette «grandeur»? Sur la plaque d'immatriculation des véhicules de celui qui rêve de voir notre cité dépasser ce nombre d'habitants. Décidément, la numération vicésimale n'en finit pas de faire des ravages !

Ce petit essai de numérogie à la petite semaine s'arrête aux portes de l'Europe monétaire qui nous est imposée. En effet, au tarif actuel, 6,50 francs pour un euro, notre monnaie vaut à peine trois sous (d'euro), encore moins que le fer à dix sous de l'eau ferrugineuse de Bourvil qui n'était déjà pas cher.

Bicyclette - spectacle

140 délinquants routiers conduits par le 1^{er} magistrat de la ville à l'assaut d'un sens interdit, ce n'est pas tous les jours que cela arrive. Et pourtant, c'est bien ce qui s'est passé lors du départ de la promenade Pamina 97 de la mi-août, comme en témoigne la photo des DNA du dimanche 17/08/97. La petite troupe semble s'y moquer comme de l'an 40 des pourtant monumentaux panneaux qui interdisent au quidam ordinaire de remonter la rue Nationale pour rejoindre au plus vite la carrefour de la Germania. A moins que pour plaire aux invités du jour, président du Conseil Régional et Landrätin nouvellement élue, on ait voulu préfigurer ce que sera -enfin- la circulation à 2-roues dans les rues de Wissembourg. L'exemple a déjà été donné par une adjointe surprise à contresens à vélo entre Marché-aux-Choux et République. Etait-ce un test ou bien un moment de distraction ? *Pumpernickel* qui penche pour le premier terme peut par conséquent rassurer celles/ceux qui se font ennuyer par la force publique quand elles/ils empruntent le plus court des chemins. Vous ne faites qu'anticiper, vous êtes des précurseurs, ne vous formalisez pas de la conduite de ces esprits chagrins et rétrogrades, la mairie vous couvrira certainement et s'apprête probablement à prendre les mesures qui s'imposent. A moins que l'on s'en tienne au statu quo avec ces grognons ronchonants et vindicatifs qui n'hésitent pas à foncer sur les vélos qu'ils

estiment en contravention, pour les intimider. Pour une bourgade qui prétend au titre envié/-able de ville moyenne, cela fait un peu mesquin et l'on ne saurait s'y résoudre.

Il ne suffit pas d'enfourcher son vélo le vendredi quand les photographes sont là (pour l'abandonner le samedi quand on a mieux à faire). La petite reine est bien autre chose qu'un simple instrument de loisir ou de promotion personnelle, c'est aussi et surtout un mode de locomotion, de transport, de déplacement, presque un mode de vie. Les alertes à l'ozone se multiplient, leurs conséquences se font sentir bien au-delà des limites géographiques des métropoles. L'intelligence commande de faire aux 2-roues non-polluants et non-bruyants une place de choix dans la ville, dans toutes les villes. Et de cesser de s'en prendre aux enfants quand ils roulent sur le trottoir pour sauvegarder leur vie, alors que tout le monde sait qu'ils ont toutes les chances de se faire écharper s'ils s'aventurent sur la rue.

Modification des comportements ? Sûrement pas, tout simplement retour aux vraies traditions d'entraide et de solidarité, rejet des égoïsmes, attention aux autres, respect des plus vulnérables (petits enfants, personnes âgées, handicapés), etc. pour une ville plus belle, plus détendue, et plus calme.

Pumpernickel

- page 4 -

Catastrophe naturelle ?

Mi-juin et mi-juillet derniers, des orages d'une ampleur inattendue ont frappé l'agglomération, déversant en quelques minutes plus d'eau que les conduites d'assainissement ne pouvaient en absorber. Services techniques et pompiers ont fait le maximum pour atténuer les dommages, mais ils ne pouvaient en quelques heures réparer des errements que nous n'avons pas fini de payer.

Comme le faisait justement remarquer une victime, il est stupéfiant d'avoir vu l'eau, dévalant du sud-ouest, passer au-dessus de la Lauter pour s'engouffrer rue M^{al}-Leclerc et inonder la place du marché-aux-choux !

Des responsables ...

L'accusation faite aux associations foncières d'être les responsables de tous les maux doit être nuancée. Les élus ou leurs amis les composent, et on ne fera croire à personne que des commissions d'aménagement foncier, le plus souvent présidées par les maires, ont pu travailler à leur insu. Que le mais à grande échelle soit l'une des causes de nos désagréments est indubitable, comme l'est l'imperméabilisation des sols dans les quartiers surplombant la ville. Il faut tout de même rendre aux petits césars ce qui leur appartient.

... Un nouveau P.O.S. ...

Ces précipitations nous ont valu la réunion improvisée d'une *cellule de crise* (que convoquera-t-on quand ce sera vraiment grave ?) qui s'est penchée sur le Plan d'Occupation des Sols, en jurant que de nouvelles et draconniennes réglementations vont s'appliquer. On tremble déjà.

Comportements irresponsables

En attendant, la petite dépression entre Altenstadt et Wissembourg continue d'*accueillir* ses norias de camions de déchets de toutes sortes. Elevée au rang de zone constructible par le P.O.S., son démantèlement est en cours. En laissant son propriétaire rompre les équilibres hydrologiques par la suppression de l'une de ces zones d'épandage des eaux, en acceptant la destruction des arbres qui la composaient, c'est une atteinte supplémentaire portée au patrimoine et aux biens. Tous ces coups-bas finissent par avoir des conséquences générales que l'on gère alors à coups de millions ... prélevés dans la poche du contribuable, mais jamais sur les indemnités des élus.

... Raison garder

Pour en revenir aux trombes d'eau, il ne s'agit plus que d'un mauvais souvenir ; alors, on ne peut s'empêcher de penser aux Polonais, Tchèques et Allemands de l'Oder qui ont vu en quelques jours leur bien s'en aller au gré des eaux déchaînées. Et pour la plupart, ils ne sont même pas assurés ! Dans ce contexte, nos petits tourments, pour désagréables qu'ils soient, passent vraiment pour des anecdotes.

Tribune libre par Serge Bordier, conseiller municipal écologiste

Des réunions de quartier à la concertation participative

Depuis deux ans, la municipalité a choisi les réunions de quartier. On peut s'étonner qu'elles se tiennent en plein mois d'août, quand les Wissembourgeois sont partis en vacances !

Cette année, pour la seconde réunion, hormis le traditionnel monologue du maire, émaillé de semi-vérités, les questions des participants ont été les mêmes que l'an passé : bruit, stationnement, vélos. Apparemment rien de nouveau cette année, y compris dans la poursuite des problèmes que l'on n'arrive pas à résoudre. Il est grave pour un maire d'annoncer son impuissance, lui qui dispose de pouvoirs de police. Il semble plus à son aise pour faire "régner l'ordre" au sein du conseil municipal que dans la rue.

Un nouveau résident (trois semaines de présence à Wissembourg) a posé la question de la drogue. Monsieur Bertrand "découvre" (!?) que la ville est touchée par ce fléau, ce que les Wissembourgeois savent depuis longtemps. Faute d'avoir ouvert les yeux à temps, le phénomène s'amplifie, donnant à la ville supposée "propre" une mauvaise image de marque.

Des raisons ? La politique en faveur de la jeunesse assurée par un animateur

(alors qu'il faudrait un éducateur de quartier) ne concerne que la tranche 6-17 ans, oubliant les 18-25 ans. Les jeunes attendent autre chose qu'un local qui ferme à 22 heures, la rue, ou le nettoyage de la Lauter. L'absence de festivités estivales à Wissembourg n'arrange pas les choses. La jeunesse s'ennuie, ses *rollers* sont expédiés devant le nouveau lycée, vide, sans surveillance, sur une place anonyme alors qu'ils demandent à se faire regarder et admirer. Les jeunes, ce sont les citoyens de demain, autre chose qu'un conseil municipal des jeunes trop limitatif et trop encadré.

Les réunions de quartier pourraient être remplacées par des comités de quartiers, élus par tous les habitants. Instaurant un dialogue permanent, ils valoriseraient le rôle du citoyen, électeur ou non. On tournerait le dos à une mascarade paternaliste ressemblant à une campagne électorale, qui débouche sur le traditionnel "*je m'en occupe*", se terminant par l'invariable mise au fond d'un tiroir.

Beaucoup de vent pour pas grand chose.

Serge Bordier

En marge des réflexions personnelles de Serge Bordier, cette réunion a donné lieu à des commentaires de la part de participants : encadrement de l'assistance par les conseillers municipaux du bon bord, temps réservé aux questions réduit au minimum, débat à sens unique (c'est toujours le même qui répond, car il connaît ses dossiers), etc.

On peut cependant se demander à quoi correspond "avoir l'abbatiale dans le colimateur". S'agirait-il d'élargir le champ de vision des promeneurs pour qu'ils puissent admirer à leur aise cette magnifique construction ?

De même, on apprend que si la réunion

est convoquée le 13 août, c'est parce que les travaux commencent la semaine suivante. Autrement dit, on annonce ce que tout le monde constatera dans huit jours. Ah bon !

Tout Wissembourg *intra-muros* est un quartier. Les problèmes de la rue Traversière seraient les mêmes que ceux de la rue Nationale... Chacun appréciera.

Et pourquoi ne refait-on pas d'abord la place du Marché-aux-Choux (qui en a grand besoin) ? Parce que cela coûterait plus cher que de s'occuper de celle de la République qui vient d'être refaite. Bien.

Bref les années s'accumulent, et ressemblent de plus en plus à des éternités d'ennui.

Center-Parcs, le retour

Pendant les vacances, la procédure suit un cours inquiétant. C'est la conclusion tirée par l'association pour la protection de la forêt de Niederlauterbach et environs (40 rue Principale, 67630 Niederlauterbach).

Dans une lettre à l'ensemble de ses membres, elle met en garde contre un projet qui avance inexorablement, aboutissant à livrer le patrimoine naturel aux promoteurs.

La municipalité qui veut cet ensemble, a transmis le projet de révision du P.O.S. aux administrations concernées et aux communes limitrophes. Elle demande en plus, s'appuyant sur l'application anticipée, la

distracton du régime forestier et l'autorisation de défrichement pour les 110 ha donnés aux spéculateurs.

Vigilante et attentive depuis le début, l'A.P.F.N.E. entend bien continuer à disperser le rideau de fumée que les uns et les autres s'attachent à créer, en retenant l'information par exemple. Rien n'est joué. Comme dans l'affaire D.H.L., une action populaire peut obliger les élus à reconsidérer leur attitude.

Il est demandé à chacun-e de se tenir prêt à toute éventualité pour manifester son opposition à ce projet insensé.

A M. LE MAIRE ET A SON 1^{er} ADJOINT A PROPOS D'UN FRIGO

Sachant votre temps compté et vos soucis nombreux, je ne voudrais pas vous importuner. Permettez-moi cependant, M. le maire et M. le 1^{er} adjoint, de vous conter une petite histoire familiale comme il nous en arrive à tous ...

L'année dernière à la même époque, ma femme et moi avons décidé d'acheter un superbe frigo tout neuf, que nous avons, pardonnez-moi ce détail, pu payer cash. Il valait 3500 F et quand il nous a été livré, toute la famille a applaudi des deux mains. Nous sommes toujours contents de cet appareil que certains voisins (je ne citerai pas de nom) nous envie, mais, j'ose à peine l'avouer, nous lui avons trouvé depuis l'un ou l'autre défaut comme une esthétique finalement discutable (la mode évolue maintenant vers des frigos moins anguleux et plus colorés), ou encore un bac à glaçons un peu étroit. Alors, question dramatique : faut-il aujourd'hui changer de frigo ? Il est vrai en effet que nous avons d'autres projets plus urgents comme le remplacement de notre lave-linge qui vient de rendre l'âme, je rêve aussi (c'est un très vieux rêve) d'un camping car...

Nous avons finalement choisi d'être raisonnables, et, bien que ma belle-mère ait proposé de nous attribuer une subvention conséquente et exceptionnelle pour l'achat d'un nouvel appareil, j'ai préféré renoncer à cette acquisition. Tant pis pour les quelques glaçons qui nous manqueront. Je suppose, M. le maire et M. le 1^{er} adjoint, que vous approuvez notre choix et j'aurais été très heureux que vous et votre conseil municipal fassiez le même.

Car, votre frigo à vous, vous l'avez deviné, c'est la place de la République. Tout Wissembourg a cotisé pour se l'offrir : c'était en 1987, il y a 10 ans, et la place valait alors environ 1000 fois mon frigo familial. A ma connaissance, nous n'avons pas fini de la payer, puisqu'il reste à rembourser jusqu'en 2002.

Au courant de cet été, la Chambre régionale des comptes d'Alsace a souligné "*la situation très tendue des finances communales*" de Wissembourg où "*l'autofinancement brut s'est considérablement réduit au cours de la période 1989 à 1994 passant de 4 957,3 KF en 1989 à 1996,5 KF cinq ans plus tard. Il ne représente plus désormais que 5,38% des produits de fonctionnement (et seulement 2,69% en 1995) pour une moyenne départementale de 19,84% (et 17,72% en 1995). En 1989 il s'élevait encore à 16,20% contre 20,9% en moyenne sur le département. Il s'en suit un recours massif à l'emprunt, surtout en 1992, pour le financement des opérations d'investissement.*"

Dans ces conditions, et alors que Wissembourg a tant d'autres besoins urgents (dois-je vous en dresser la liste ?), est-il bien raisonnable d'investir 3 millions de francs dans un autre modèle de frigo ? En ce qui me concerne, et malgré l'offre alléchante de subvention de la belle-mère, je crois que la réfection de cette place est pur gaspillage. Quant à belle-maman, c'est clair, elle voudra bien nous subventionner pour d'autres projets autrement plus intéressants, puisque c'est une belle-mère généreuse.

Ekonokrok

Point de vue : quand la communication rend sourd et aveugle

par Grégory Gallmann

Au détour d'un concert à Strasbourg, je me suis vu invité à rédiger un texte pour le journal que vous lisez. J'ai voulu en profiter pour faire connaître un projet auquel j'ai participé, qui m'a enthousiasmé et que les "aficionados" du Ciné-Club de Wissembourg auront l'occasion de découvrir lors d'une projection au cours de la saison 1997/1998.

Ce projet consiste à faire entendre la voix des populations habitant le Sud du Mexique, au Chiapas, qui depuis 1994, sont en rébellion contre le gouvernement mexicain. Nous nous sommes rendu à trois personnes, une fille et deux garçons, dans cette région rurale et peuplée des descendants des Mayas, de décembre 1996 à mars 1997.

Nous avons tourné plusieurs documentaires, pris de nombreuses photos et collaboré à quelques projets de développement, mais surtout nous avons savouré le fait de côtoyer des hommes, des femmes et des enfants extraordinairement chaleureux.

Jusque-là, rien ne justifie d'intituler ce texte comme il l'est. Et pourtant... La communication dont il est question : comment avons-nous été perçus par certains médias et institutions lorsque nous avons entrepris les démarches de promotion de notre projet ?

Nous avons toujours tenu à mettre en avant nos motivations (partager le quotidien des populations indigènes, rendre compte d'un conflit et organiser des liens de solidarité) plutôt que nos personnes. Et pourtant, les DNA nous ont présentés comme des "globe-trotters". Sans doute fallait-il en passer par là pour se faire payer une caméra par la Communauté Urbaine de Strasbourg...

Nous avons toujours tenu à impliquer les responsables politiques locaux que nous avions pour *partenaires*. Et pourtant l'ex-maire de Strasbourg / ex-députée européenne / ex-présidente de la CUS / Madame la ministre de la Cuculture / future premièreministable et déjà post rocardienne C. Trautmann n'a jamais assumé avoir déclaré "Votre documentaire m'intéresse pour le Parlement Européen" serrement de pincés à l'appui. Peut-être est-ce la chaleur des grands projecteurs du Wacken qui la fit délirer ? Sans doute fallait-il en passer par là pour toucher une bourse de 25 000 francs du Ministère de la Jeunesse et des Sports...

Nous avons toujours tenu à présenter une dimension professionnelle à ce

projet audiovisuel. Et pourtant la Direction Régionale de la Jeunesse et des Sports nous invite à des forums sur la création d'entreprise où nos photos passent pour de la rigolade humanitaron-rentable. Sans doute fallait-il en passer par là pour que l'Agence Culturelle d'Alsace nous accorde 10 000 F...

Nous avons toujours revendiqué une implication personnelle dans les sujets abordés (à caractère social, culturel ou politique). Et pourtant cette Agence...

La communication avec toutes ses instances s'est bornée à des formalités, des banalités ou des mensonges. Fallait-il en passer par là pour réaliser notre objectif : acquérir une formation professionnelle sur le "terrain" et faire entendre la voix des sans-voix, de ces populations marginalisées du Sud du Mexique ?

Les personnes qui nous ont soutenus concrètement et sincèrement sur la base de liens amicaux, du respect entre gens qui partagent certaines "valeurs" humaines, mais surtout, je pense, pour faire vivre la diversité me font espérer le contraire.

Merci E. Grandgeorge de n'avoir rien demandé contre l'aide matérielle et les débouchés apportés au projet ;

Merci Balthazar Films (G. Drion et L. Sterling) pour nous avoir appelés parce que vous aviez lu l'article dans les DNA, pour avoir vu en nous autre chose que des *globe-trotters*, pour nous aider dans la pratique de l'audiovisuel et pour le futur ;

Merci à la Boulangerie Dentinger pour la sincérité de votre geste et vos encouragements ;

Merci à Vidéo Les Beaux Jours (Strasbourg) de rester actif dans "une certaine idée du documentaire" ;

Merci surtout d'avoir été réellement attentifs.

Merci de me laisser pisser dans le violon qui sert d'oreille aux DNA, à Radio-France Alsace, à C. Trautmann ex-rien qui veut tout, à la DRJS et autres institutions du genre qu'on dit nos "partenaires". Nos partenaires sont celles et ceux qui peuvent être sensibles à la définition poétique de la communication chez les descendants des Mayas : *tu me parles et je t'écoute*. Une parole de femmes et d'hommes "vrai-e-s" qui dépasse tout esprit de système.

G. Gallmann

DISTINCTION : VIEUX CLOU ROUILLÉ

Le C.A.D.R. (comité d'action 2-roues, 4 rue Brûlée, 67000 Strasbourg) remet chaque année à des personnalités méritantes deux distinctions destinées à récompenser leur action en dé-/faveur du vélo. Pour 1997, les deux récipiendaires ont été

- **Guidon d'or** : les services du Conseil Général pour l'action entreprise toutes ces années en faveur d'une politique de déplacement et de loisir « *cyclés* » ;
- **Vieux clou rouillé** : le maire de Schiltigheim pour son obstination à refuser que les rues à sens unique soient systématiquement mises à double-sens pour les 2-roues non-motorisés.

Compte tenu de la situation, il revient à *Pumpnickel* de lancer un appel pressant et angoissé à l'ensemble de la population wissembourgeoise pour qu'elle réclame que le vieux clou rouillé soit attribué sans tarder et avec mention spéciale au maire de Wissembourg. Ecrivez à l'adresse indiquée pour vous assurer que le premier magistrat de la ville sera honoré de cette décoration en vue de laquelle il œuvre depuis tant d'années avec le sérieux qu'on lui connaît. Ainsi ses efforts seront-ils couronnés de succès (intimidations à l'égard des cyclistes, mépris de leurs revendications, favoritisme institutionnel viv-à-vis des automobilistes, etc.). Il pourra s'enorgueillir d'avoir contribué, à sa façon, à une certaine renommée de Wissembourg et complètera avantageusement le revers de sa veste d'une décoration bien méritée, celle-là.

errata

1. Une coquille s'est glissée dans le numéro de juin 97. Elle concerne le prénom du journaliste qui a réalisé le numéro spécial de Silence "Alternatives en Alsace". C'est bien René HAMM qui s'est chargé de ce travail. Il collabore en outre à une excellente revue, À CONTRE COURANT syndical et politique. En s'y abonnant (*) pour 50 Francs par an (10 numéros), le lecteur dispose d'une autre information, plus libre, plus ouverte, plus décontractée et bien documentée.

(*) A CONTRE COURANT
BP 2123 68060 MULHOUSE CEDEX
CCP Châlons/Marne 35 5383 L

2. Il n'existe évidemment pas de justice administrative à comparer avec une justice admixtrative ! C'est bien de la justice administrative dont il était question dans le précédent numéro. Article fort à propos qui complétait celui des DNA paru à la même période.